## République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

-----

# MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN

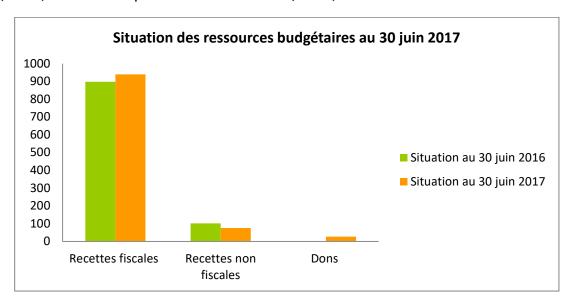


## RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

**DEUXIEME TRIMESTRE 2017** 

#### I. LES RESSOURCES DU BUDGET

A la fin du premier semestre 2017, le niveau global de recouvrement des recettes budgétaires (recettes et dons) a atteint 1041,63 milliards de francs CFA. Ces ressources sont composées pour l'essentiel de recettes fiscales à hauteur de 939,434 milliards (soit 90,2% des recettes), des recettes non fiscales (revenus de la propriété, ventes de biens et services, etc.) pour 75,138 milliards (7,2%) et les dons pour 27,065 milliards (2,6%).



En 2016, à la même période, le niveau de mobilisation des recettes fiscales, non fiscales et dons budgétaires se chiffrait à 998,9 milliards, soit un glissement annuel positif de 42,758 milliards (soit 4,3% en valeur relative).

Ces résultats ont été enregistrés dans un contexte particulier marqué par la baisse des recettes du fonds de sécurisation des importations de produits (FSIPP) dont les recouvrements d'enregistrer des baisse de plus en plus importantes par rapport à 2016 (-59,4 milliards au premier semestre et -72,4 milliards au 30 septembre 2017).

Cette contre-performance notée sur la ligne FSIPP a été atténuée par les glissements annuels positifs enregistrés sur les taxes sur biens et services internes (+16,9 milliards) sur les impôts directs (hors impôts sur les revenus versés dans le cadre de la rémunération des salariés) augmentant de 16,1 milliards et de la bonne tenue des recettes douanières qui ont évolué en hausse de 49,1 milliards en valeur absolue, soit 21,3% en valeur relative.

Ce résultat positif est porté par les efforts notés en matière de recouvrement de TVA suspendue, le bon comportement des recettes pétrolières et la hausse des importations de quelques produits porteurs de recettes comme le sucre, les téléviseurs, les huiles végétales, les véhicules, le lait en poudre et les boissons alcoolisées.

Par rapport à la loi de finances initiale, le taux de réalisation des objectifs de recettes fiscales, non

fiscales et des dons se chiffre à 49,98%.

## II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources internes)

## 2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, y compris celles relatives au personnel local des ambassades, se situent, au 30 juin 2017, à **300,71** milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 51,32% du montant annuel prévisionnel de **586** milliards.

#### a. Situation de la masse salariale et des effectifs

Comparé au trimestre précédent, la masse salariale a enregistré une hausse de 1,95 milliards, soit 1,3% en valeur relative. Ainsi au courant du deuxième trimestre de 2017, la masse salariale est arrêtée à **151,33** milliards contre 149,38 milliards dépensés au premier trimestre.

Par rapport au deuxième trimestre de l'année 2016, l'augmentation des dépenses de salaires a été plus importante en avoisinant 10 milliards, soit près de 7% en valeur relative.

Tableau 1 : Evolutions de la masse salariale

Masse salariale (personnel local des ambassades inclus)	T2 2016	T1 2017	T2 2017	Variation Trimestrielle (T2 2017/T1 2017)	Variation en glissement annuel (T2 2017 /T2 2016
	141,6	149,38	151,33	1,3%	6,9%

Source: DSolde/DGB/MEFP.

Tableau 2 : Principaux postes de paie du deuxième trimestre de 2017

Principaux postes de paie	Montant	Part en %
Solde de base	61 194 041 286	40,84%
Primes et indemnités	53 844 101 864	35,57%
Autres éléments de salaire	36 325 661 433	24,00%
TOTAL	149 377 549 468	100,00%

Source: DSolde/DGB/MEFP.

Tableau 3: Evolution de la masse salariale en 2016 et 2017 (avec poste local des ambassades)

Périodes	janvier	février	mars	avril	mai	juin	Cumul
2017	49,25	50,66	49,47	49,88	49,82	51,63	300,71
2016	45,83	44,47	46,48	45,06	46,92	49,67	278,43

Source: DSolde/DGB/MEFP.

Ce total prend en compte les dépenses affectées au personnel local des ambassades de 500 millions par mois, soit un cumul de 3 milliards à fin juin 2017.

Tableau 4 : Evolution des effectifs des deuxièmes trimestres de 2016 et 2017

	2016			2017		
	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin
Effectif total	111 856	113 302	115 004	123 421	124 122	124 707
dont liquidations de droit	121	164	136	93	143	130

**Source**: DSolde/DGB/MEFP.

### b. Situation du Fonds national de Retraites (FNR)

Le solde cumulé du FNR reste déficitaire en se situant, à fin juin 2017, à **-4,65 milliards**.

Tableau 5 : Situations du FNR aux premier et deuxième trimestres 2017

		Trimestre 1			Trimestre 2		TOTAL
	janvier	février	mars	avril	mai	juin	TOTAL
Crédit (en milliards F CFA)	6,39	6,56	6,55	6,73	6,52	6,99	39,74
Nombre de cotisants	88 508	89 157	90 208	91 071	91 544	91 664	
Débit (en milliards F CFA)	7,33	7,31	7,42	7,46	7,51	7,49	44,52
Allocataires	64 589	64 814	65 014	65 334	65 502	65 678	
Solde du FNR	-0,95	-0,75	-0,87	-0,73	-0,99	-0,50	-4,79

Source: DSolde/DGB/MEFP.

#### 2.2. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses courantes et dépenses en capital.

#### a. Les dépenses courantes

Les crédits ouverts par la loi de finances pour ces dépenses s'élèvent à 756,90 milliards FCFA.

<u>Le taux d'engagement</u>, est estimé à 55% à la date du 30 juin 2017 pour un montant de 414,95 Milliards FCFA, indiquant ainsi la capacité de l'administration à passer les marchés nécessaires à son fonctionnement ainsi que les transferts nécessaires à celui des collectivités locales et du secteur parapublic.

<u>Le montant des paiements</u> à fin juin 2017, s'élève à près de 346,5 milliards FCFA, soit 90% des montants liquidés et qui reste relativement stable par rapport à la même période pour l'exercice 2016.

Tableau 6 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au deuxième trimestre 2017

	Prévision LFI 2017	Engagement				Liquidation			
Titres	LFI 2017	30/06/2016	30/06/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Engagement	30/06/2016	30/06/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Liquidation
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	343,87	168,11	173,7	5,59	51%	147,13	144,74	-2,39	83%
Titre 4- Transferts courants	413,03	241,38	241,26	-0,13	58%	241,15	241,03	-0,12	100%
Total Dépenses courantes	756,90	409,49	414,95	5,46	55%	388,28	385,77	-2,51	93%

Source: SIGFIP/DGB/MEFP

Tableau 7 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au deuxième trimestre 2017 (suite)

			Ordon	nancement		Paiement			
Titres	Prévision LFI 2017	30/06/2016	30/06/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Ordonnancement	30/06/2016	30/06/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Paiement
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	343,87	146,52	142,72	-3,80	99%	119,58	123,67	4,09	85%
Titre 4- Transferts courants	413,03	241,15	226,49	-14,65	94%	231,75	222,83	-8,91	92%
Total Dépenses courantes	756,90	387,67	369,21	-18,46	96%	351,33	346,50	-4,83	90%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Les taux d'engagement les plus importants (à partir de 70% à fin T2 2017) pour le fonctionnement de l'Etat concernent principalement les lignes du tableau suivant :

Étiquettes de lignes	Crédits ouverts	Crédits engagés	Tx. D'engagement
Aides et secours		2 818 557 369	76%
Autres Subvention Entr Privées	1 461 675 000	1 419 000 000	97%
Autres transferts à d'autres budgets	3 730 000 000	3 000 000 000	80%
Autres transferts courants aux ménages	7 590 087 000	5 286 480 000	70%
Autre matériel de transport service et fonction	14 016 460 000	13 871 000 000	99%
Bâtiments militaires autres qu'à usage de logement	1 205 715 227	1 111 476 770	92%
Carburant	17 104 811 084	11 962 893 366	70%
Fonds de Solidarité Africaine	2 156 296 000	2 156 296 000	100%
Fonds d'Interventions Sociales	2 200 000 000	2 200 000 000	100%
Fonds Spéciaux	3 600 000 000	3 600 000 000	100%
Impôts et taxes payés par l'Etat	5 443 772 000	20 171 005 763	371%
Matériel agricole	47 000 000	46 765 713	100%
Mission d'assistance et de conseil	11 065 977 630	9 421 008 938	85%
Mobilier, matériel équipements militaires	18 122 333 000	13 707 895 702	76%
Ouvrages d'alimentation des eaux pluviales & usées	1 065 000 000	805 046 502	76%
Ristourne aux Chambres de Métiers	591 783 000	591 783 000	100%
Subvention autres catégories de bénéficiaires	14 782 923 000	10 381 523 000	70%
Téléphone	12 171 129 000	11 360 126 169	93%
Transf. courants instit. but non lucratif	740 951 000	590 951 000	80%
Transfert en capital aux organisations internationales	320 000 000	300 000 000	94%
Transferts courants aux autres administrations pub	77 087 939 000	50 142 254 300	65%

**Source**: SIGFIP/DGB/MEFP

## b. Les dépenses en capital

Les Dotations de la LFI au titre des dépenses en capital financées sur ressources internes, arrêtées à hauteur de 788,2 milliards FCFA pour atteindre 858,45 milliards FCFA. Cette variation des dotations initiales est due aux reports de crédits non utilisés en 2016 de 50,65 milliards FCFA ainsi qu'à des actes modificatifs des dépenses pour un montant net de 19,60 milliards FCFA.

En comparaison des dépenses de fonctionnement, l'engagement et l'ordonnancement des crédits d'investissement demandent des délais plus longs, d'abord de maturité des projets, suivis des procédures de passation des appels d'offres. Les paiements interviennent enfin après prise en charge comptable, et nécessitent la disponibilité de la trésorerie correspondante.

<u>Le taux d'engagement</u> est estimé à 44% à la date du 30 juin 2017 pour un montant de 343,88 Milliards FCFA, indiquant ainsi la capacité de l'administration à passer les marchés nécessaires à son fonctionnement ainsi que les transferts nécessaires à celui des collectivités locales et du secteur parapublic.

<u>Le montant des paiements</u> à fin juin 2017, s'élève à près de 229,31 milliards FCFA, soit 72% des montants liquidés et qui est relativement très en dessous, de 20 points de pourcentage, par rapport à la situation de la même période pour l'exercice 2016.

Tableau 8 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au deuxième trimestre 2017

Prévision Crédits				Engagement				Liquidation			
Titres		ouverts	30/06/2016	30/06/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Engagement	30/06/2016	30/06/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Liquidation	
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	205,25	194,18	62,696	69,396	6,70	34%	40,362	42,404	2,04	61%	
Titre 6- Transferts en capital	582,95	664,27	230,42	274,49	44,07	47%	230,42	274,49	44,07	100%	
TOTAL Investissement	788,20	858,45	293,12	343,88	50,77	44%	270,78	316,89	46,11	92%	

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

Tableau 9 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au deuxième trimestre 2017 (suite)

Titres	Prévision LFI 2017	Ordonnancement				Paiement			
		30/06/2016	30/06/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Ordonnancement	30/06/2016	30/06/2017	Ecart 2016/2017	Tx. Paiement
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	205,25	39,956	42,404	2,45	100%	27,015	37,971	10,96	90%
Titre 6- Transferts en capital	582,95	230,42	195,31	-35,11	71%	225,61	191,33	-34,28	70%
Total Investissement	788,20	270,38	237,72	-32,66	75%	252,63	229,31	-23,32	72%

Source : SIGFIP/DGB/MEFP

#### c. La charge de la dette publique

Ce paragraphe traite de la seule charge de la dette, les mouvements d'emprunt sont traités en partie III.

Au deuxième trimestre de l'année 2017, les intérêts et commissions payés sur la dette publique s'élève à 44,97 milliards de FCFA dont 18,59 milliards sur la dette intérieure et 26,38 milliards sur la dette extérieure. Les charges de la dette payées au deuxième trimestre de l'année 2016 se situaient à 52,29 milliards FCFA, notant évolution en baisse de 7,42 milliards FCFA en glissement annuel.

Comparé au trimestre précédent, ils ont globalement enregistré un repli de 21,31 milliards expliqué par les intérêts payés sur la dette intérieure qui s'établissaient à 18,59 milliards. Cependant, les intérêts sur la dette extérieure ont évolué en hausse entre les deux trimestres.

## III. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

## 3.1. Le service de la dette et la situation des emprunts

Le service de la dette publique honoré au titre du deuxième trimestre de l'année 2017 s'élève à 233,94 milliards de FCFA dont 170,53 milliards sur la dette intérieure et 63,41 milliards sur la dette extérieure.

Tableau 10 : Situation du service de la dette publique au 30 juin 2017

EXECUTION (décaissé)	Prévision LFI 2017	1er <b>Trim.</b>	2e <b>Trim.</b>	CUMUL
TOTAL DETTES PUBLIQUES	680,06	203,19	233,95	420,6
dette intérieure en capital	-	109,66	151,95	261,61
charges dettes intérieures	-	40,85	18,59	59,44
dette extérieure en capital	-	26,25	37,03	63,28
charges dettes extérieures	-	26,43	26,38	52,81

Source: DDP/DGCPT/MEFP

S'agissant des emprunts, aucune émission de titres publics n'a été réalisée au cours du deuxième trimestre 2017. En revanche, les emprunts sur ressources extérieures ont enregistré une forte hausse en raison de l'émission avec succès des obligations souveraines sur les marchés financiers internationaux (dénommées Eurobonds) réalisé par l'Etat du Sénégal pour un montant de 658,93 milliards.

#### 3.2. Ressources externes et exécution des dépenses afférente

Au deuxième trimestre 2017, sept (07) conventions de financement ont été conclues avec les partenaires techniques et financiers pour un montant total de 386,575 milliards F CFA.

Durant cette période (deuxième trimestre 2017), le montant total des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures s'élève à 43,985 milliards de francs CFA réparti en emprunts pour 14,867 milliards de francs CFA et 29,118 milliards de francs CFA en subventions.

A la date du 30 juin 2017, on note un taux d'exécution de 57,83% par rapport aux prévisions annuelles de tirages de 437 milliards de francs CFA du Budget Consolidé d'Investissement (BCI) de l'année 2017. Cette performance est consécutive aux importants décaissements, réalisés au premier trimestre 2017, des portefeuilles de certains bailleurs comme la Chine et la Banque Mondiale pour lesquels des dépassements ont même été notés par rapport aux prévisions de tirages.

Tableau 11 : Situation d'exécution des ressources extérieures au deuxième trimestre 2017

Type ressources	Décaissements du 1 <sup>e</sup> semestre 2017						
	1 <sup>e</sup> trimestre 2017	2 <sup>e</sup> trimestre 2017	Total				
Emprunts	189,270	14,867	204,137				
Subventions	19,474	29,118	48,592				
Total	208,745	43,985	252,729				

Source: DCFE/DGB/MEFP

Comparativement à la même période de 2016 (232,5 milliards), les tirages ont augmenté de 20,5 milliards francs CFA, 8,8 % en valeur relative.

#### 3.3. L'exécution des crédits transférés au secteur parapublic

L'analyse de l'exécution budgétaire au terme du deuxième trimestre de l'exercice 2017, porte sur un échantillon de 38 agences et structures administratives similaires ou assimilées.

Ces structures cumulent un budget de 1 010,885 milliards FCFA dont les 397 milliards francs

CFA sont destinés au fonctionnement, soit 39,31% des prévisions totales. Les dotations prévues pour la section investissement s'élèvent à 613,477 FCFA, représentant 60,69% du budget.

A fin juin de l'année courante, les ressources sont mobilisées à hauteur de 31,89% soit 322 346 718 297 FCFA en valeur absolue.

Tableau 12: Niveau de mobilisation des ressources de trente-huit (38) agences et structures administratives similaires ou assimilées à fin juin 2017

	Prévisions	Réalisations	Taux
Fonctionnement	397 407 882 913	193 087 135 862	48,59%
Investissement	613 477 992 130	129 259 582 435	21,07%
Total	1 010 885 875 043	322 346 718 297	31,89%

Source: DSP/DGCPT/MEFP

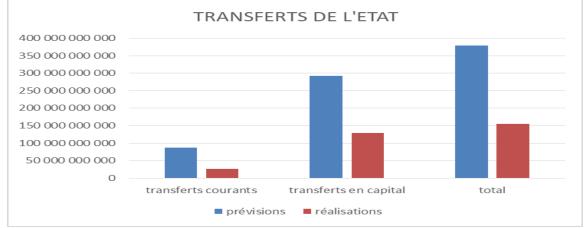
Les transferts de l'Etat, prévus pour un montant de trois cent soixante-dix-neuf milliards sept cent trois millions sept cent quarante-sept mille quatre cent soixante-treize (379 703 547 473) francs CFA, sont mobilisés à hauteur de 40,83% au terme des deux premiers trimestres 2017, soit un montant de cent cinquante-cinq n milliards trente-neuf millions six-cent soixante-dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-neuf (155 039 679 289) francs CFA.

Tableau 13 : Niveau de mobilisation des transferts de l'Etat aux agences et structures administratives similaires ou assimilées à fin juin 2017

	Prévisions	Réalisations	Taux
Transferts courants	87 151 041 634	25 780 096 854	29,58%
Transferts en capital	292 552 505 839	129 259 582 435	44,18%
Total	379 703 547 473	155 039 679 289	40,83%

Source : DSP/DGCPT/MEFP

Figure 1: Mobilisation des subventions de l'Etat aux agences et structures administratives similaires ou assimilées à fin juin 2017



Source: DSP/DGCPT/MEFP

Le niveau de consommation globale des crédits ressort à 36,44% au terme du premier semestre, soit 366 863 456 francs CFA en valeur absolue. Le tableau ci-dessous résume les taux d'absorption des crédits par section.

Tableau 14 : Niveau d'absorption des crédits aux agences et structures administratives similaires ou assimilées à fin juin 2017

	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX DE CONSOMMATION
FONCTIONNEMENT	406 641 373 701	127 275 342 013	31,30%
INVESTISSEMENT	600 063 123 522	239 588 066 443	39,93%
TOTAL	1 006 704 497 223	366 863 408 456	36,44%

Source : DSP/DGCPT/MEFP

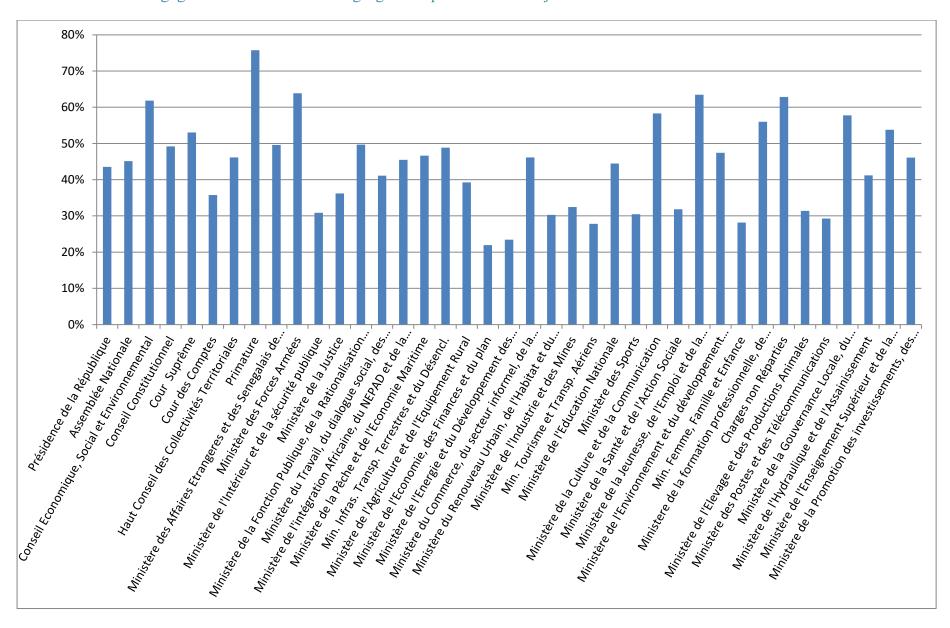
Les crédits réservés à la prise en charge des dépenses de personnels sont évalués à cinquantequatre milliards deux cent soixante-treize millions sept cent soixante mille cinq cent trente-cinq (54 273 760 535), soit 13,35% du budget de fonctionnement.

## Annexe 1 : Exécution des dépenses au 30 juin 2017 par institutions et ministères

Ministère ou Institution	Dotations LFI	Crédits ouverts	Crédits engagés	Taux d'engagement	Crédits liquidés	Crédits Pris en charge (PEC)	Taux de PEC	Crédits payés
Présidence de la République	62 891 761 000	75 695 821 000	33 111 355 863	44%	32 264 510 862	26 264 510 862	6 378 000 000	20%
Assemblée Nationale	14 134 506 000	14 134 506 000	6 378 000 000	45%	6 378 000 000	6 378 000 000	74 841 143 749	1173%
Conseil Economique, Social et Environnemental	6 302 087 000	6 302 087 000	3 897 087 000	62%	3 897 087 000	3 897 087 000	390 000 000	10%
Conseil Constitutionnel	792 730 000	792 730 000	390 000 000	49%	390 000 000	390 000 000	3 897 087 000	999%
Cour Suprême	771 063 000	821 063 000	435 531 500	53%	435 531 500	435 531 500	435 531 500	100%
Cour des Comptes	3 336 884 000	3 336 884 000	1 193 442 000	36%	1 193 442 000	1 193 442 000	1 193 442 000	100%
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6 500 000 000	6 500 000 000	3 000 000 000	46%	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	100%
Primature	34 473 689 000	36 988 689 000	28 007 025 287	76%	27 636 009 000	18 773 397 101	11 215 445 311	41%
Ministère des Affaires Etrangeres et des Senegalais de l'Exterieur	37 992 821 000	39 048 157 654	19 365 773 241	50%	5 612 687 523	5 612 687 523	1 741 174 921	31%
Ministère des Forces Armées	88 550 516 000	89 381 335 612	57 165 290 298	64%	53 870 030 820	53 870 030 820	247 361 127	0%
Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	82 940 007 000	100 832 801 612	31 170 178 955	31%	26 192 585 278	21 942 585 278	5 464 802 946	21%
Ministère de la Justice	16 078 745 000	17 972 083 809	6 508 156 227	36%	4 566 478 477	4 566 478 477	44 530 188 090	975%
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	1 387 789 000	1 387 789 000	689 295 033	50%	337 589 422	337 304 422	8 331 373 133	2468%
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2 215 770 000	2 515 770 000	1 034 256 568	41%	789 601 626	789 464 533	3 905 477 636	495%
Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	1 270 000 000	1 270 000 000	577 747 317	45%	404 720 977	404 720 977	6 493 824 515	1605%
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	15 247 279 000	15 247 279 000	7 309 684 927	48%	6 527 505 974	6 527 362 974	2 023 810 964	31%
Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	132 791 484 000	145 924 826 603	71 239 431 712	49%	71 111 016 516	39 209 147 039	19 221 806 822	27%
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	71 307 209 000	74 167 263 778	29 113 571 212	39%	28 720 690 760	26 820 690 760	23 637 132 597	82%
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	86 813 610 000	108 618 042 222	48 001 680 796	44%	44 121 351 482	41 191 351 482	39 856 989 198	90%
Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	36 845 215 000	37 345 215 000	8 756 249 554	23%	8 671 763 835	3 449 263 835	35 661 197 355	411%
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	6 240 542 000	7 049 864 919	3 254 379 204	46%	3 057 971 890	3 057 971 890	1 664 727 667	54%

Ministère ou Institution	Dotations LFI	Crédits ouverts	Crédits engagés	Taux d'engagement	Crédits liquidés	Crédits Pris en charge (PEC)	Taux de PEC	Crédits payés
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du	66 728 571 000	74 126 071 000	22 453 341 415	30%	21 865 351 629	11 545 551 629	3 248 948 835	15%
Cadre de Vie								
Ministère de l'Industrie et des Mines	4 040 148 000	5 365 148 000	1 740 433 020	32%	1 688 305 467	1 688 305 467	78 397 228 660	4644%
will istere de l'illustrie et des willes	4 040 148 000	3 303 148 000	1 740 433 020	3270	1 000 303 407	1 000 303 407	78 397 228 000	404476
Min. Tourisme et Transp. Aériens	23 651 099 000	25 510 099 000	7 095 198 029	28%	7 059 366 429	3 934 366 429	3 699 466 873	52%
Ministère de l'Education Nationale	111 712 555 000	111 712 555 000	49 698 068 294	44%	45 089 117 992	43 467 207 227	8 238 248 839	18%
Ministère des Sports	14 467 552 000	16 811 552 000	5 118 900 246	30%	4 455 230 121	4 455 230 121	1 662 364 009	37%
Ministère de la Culture et de la Communication	19 763 134 000	26 193 394 561	15 267 084 667	58%	14 441 975 578	11 341 975 578	386 143 811	3%
Attack) and a la Contra de HAstan Contale	00 502 242 000	02 000 004 404	20.075.274.504	220/	22.067.577.247	22.062.067.247	20 200 050 075	000/
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	89 593 342 000	93 800 061 484	29 875 374 504	32%	22 867 577 317	22 862 967 317	20 389 950 875	89%
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la	13 416 109 000	13 458 109 000	8 543 294 989	63%	8 343 257 814	8 343 257 814	5 534 205 279	66%
construction citoyenne								
				.=-/				
Ministère de l'Environnement et du développement durable	11 387 985 000	11 813 454 498	5 601 865 436	47%	4 044 428 241	4 044 183 185	53 562 503 381	1324%
durable								
Min. Femme, Famille et Enfance	8 040 900 000	8 591 388 000	2 421 355 642	28%	2 108 312 817	2 108 237 817	38 814 997 829	1841%
Ministere de la formation professionnelle, de	15 951 120 000	16 526 120 000	9 255 069 279	56%	7 358 656 604	5 858 656 604	714 388 413	10%
l'apprentissage et de l'artisanat								
Charges non Réparties	175 062 897 000	143 273 378 171	90 009 758 611	63%	87 099 271 722	82 298 721 722	3 072 194 063	4%
•								
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	8 363 693 000	8 363 693 000	2 625 844 470	31%	2 361 545 574	1 861 545 574	3 036 276 129	129%
Ministère des Postes et des Télécommunications	2 865 456 000	2 865 456 000	839 166 387	29%	737 313 460	737 313 460	11 531 530 569	1564%
ivillistere des Postes et des Telecommunications	2 803 430 000	2 805 450 000	839 100 387	29%	/3/ 313 460	737 313 400	11 531 530 509	1504%
Ministère de la Gouvernance Locale, du	76 346 741 000	78 615 746 405	45 423 011 896	58%	45 300 877 087	44 550 877 087	3 880 360 314	9%
Développement et de l'Aménagement du Territoire								
Martin Variable Hill day Provided HA contribution	22 475 754 000	26 764 220 006	45 442 504 400	440/	42 225 722 047	0.725.722.047	752 002 046	50/
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	32 475 754 000	36 761 230 806	15 143 504 189	41%	13 225 733 817	8 725 733 817	753 092 816	6%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la	152 649 393 000	153 649 393 000	82 627 270 207	54%	81 288 869 889	78 958 869 889	26 204 517 094	32%
Recherche								
Ministère de la Promotion des investissements, des	9 699 844 000	9 764 844 000	4 500 897 660	46%	4 145 900 214	2 030 600 964	18 552 134 449	447%
partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat								
. 200								
Total général	1 545 100 000 000	1 622 533 903 134	758 837 575 635	47%	702 659 666 714	606 924 630 174	575 809 068 769	82%

Annexe 2: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 juin 2017



Annexe 3 : Situation des actes modificatifs de l'affectation des crédits au 30 juin 2017

Date acte	Libelle Section	code titre	Dotation initiale	Montant acte
		Dépenses de fonctionnement	9 321 484 000,0	-350 000 000
	Présidence de la République	Transferts en capital	33 370 000 000,0	100 000 000
		Dépenses de fonctionnement	14 623 136 000,0	-500 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements executés par l'état	12 955 000 000,0	-375 000 000
		Dépenses de fonctionnement	7 810 983 000,0	500 000 000
	Ministère de la Justice	Investissements executés par l'état	5 443 000 000,0	15 000 000
	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	Investissements executés par l'état	703 000 000,0	-250 000 000
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Investissements executés par l'état	1 015 000 000,0	500 000 000
		Dépenses de fonctionnement	637 000 000,0	1 000 000 000
	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	To a feet a second	5 650 000 000 0	242,000,000
	Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transferts courants	5 650 000 000,0	343 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	12 790 670 000,0	570 000 000
		Investissements executés par l'état	17 233 300 000,0	18 000 000
		Transferts en capital	49 746 560 000,0	200 000 000
vril-2017	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	Investissements executés par l'état	565 000 000,0	20 000 000
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Transferts courants	5 930 000 000,0	300 000 000
	Ministère de l'Education Nationale	Investissements executés par l'état	12 034 254 000,0	1 750 000
		Dépenses de fonctionnement	449 868 000,0	-725 694 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transferts courants	9 900 266 000,0	-1 600 000 000
		Investissements executés par l'état	1 280 000 000,0	15 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	33 387 000 000,0	60 000 000
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements executés par l'état	5 651 000 000,0	70 000 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Transferts courants	1 151 752 000,0	-183 000 000
		Dépenses de fonctionnement	120 914 897 000,0	-25 000 000
	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	30 000 000 000,0	38 336 654
	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	Investissements executés par l'état	650 000 000,0	150 000 000
Mai-2017	Présidence de la République	Transferts courants	20 110 277 000,0	1 600 000 000

ite acte	Libelle Section	code titre	Dotation initiale	Montant acte
		Transferts en capital	33 370 000 000,0	500 000 000
		Transferts courants	6 207 085 000,0	3 564 000 000
	Primature	Investissements executés par l'état	650 000 000,0	100 000 000
		Transferts en capital	23 750 000 000,0	6 150 000 000
		Dépenses de fonctionnement	23 419 615 000,0	598 250 000
	Ministère des Affaires Etrangeres et des Senegalais de l'Exterieur	Investissements executés par l'état	2 160 000 000,0	250 000 000
	Martin de François	Transferts courants	2 979 687 000,0	125 000 000
	Ministère des Forces Armées	Transferts en capital	25 000 939 000,0	-245 000 000
	Martin Anna de Martin e en de la eta esta de la esta de	Dépenses de fonctionnement	14 623 136 000,0	-1 099 442 603
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements executés par l'état	12 955 000 000,0	52 000 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Transferts en capital	39 857 000 000,0	580 000 000
	· ·	Dépenses de fonctionnement	12 790 670 000,0	540 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	17 233 300 000,0	-1 602 056 000
		Transferts en capital	49 746 560 000,0	-238 336 654
Mi	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des	Transferts courants	2 332 935 000,0	383 342 603
	produits locaux et des PME	Investissements executés par l'état	565 000 000,0	-337 000 000
	Ministère des Sports	Dépenses de fonctionnement	3 593 277 000,0	2 580 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transferts courants	9 900 266 000,0	109 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	33 387 000 000,0	350 000 000
		Transferts courants	1 151 752 000,0	-1 070 000 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Transferts en capital	2 950 000 000,0	5 180 000 000
		Dépenses de fonctionnement	120 914 897 000,0	-322 706 214
	Charges non Réparties	Transferts courants	14 948 000 000,0	148 000 000
		Investissements executés par l'état	30 000 000 000,0	492 000 000
	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	Investissements executés par l'état	3 147 000 000,0	7 920 000 000
		Transferts en capital	32 725 000 000,0	500 000 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Transferts en capital	25 188 000 000,0	500 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	·	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Transferts courants	123 456 421 000,0	1 000 000 000
uin-2017	Primature	Transferts en capital	23 750 000 000,0	50 000 000

ate acte	Libelle Section	code titre	Dotation initiale	Montant acte
	Adiata) and a Affaire Florence and the Consentate de UE Lecture	Dépenses de personnel	24 572 511 620,0	106 000 000
	Ministère des Affaires Etrangeres et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	23 419 615 000,0	-160 000 000
	Ministère des Forces Armées	Investissements executés par l'état	32 298 500 000,0	150 000 000
		Dépenses de fonctionnement	14 623 136 000,0	350 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Transferts en capital	37 026 000 000,0	75 000 000
		Transferts courants	2 324 762 000,0	150 000 000
	Ministère de la Justice	Investissements executés par l'état	5 443 000 000,0	100 000 000
		Investissements executés par l'état	633 000 000,0	100 000 000
	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance			
	Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	Investissements executés par l'état	2 225 000 000,0	286 610 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Transferts en capital	39 857 000 000,0	30 000 000
		Dépenses de fonctionnement	12 790 670 000,0	-211 622 841
		Investissements executés par l'état	17 233 300 000,0	950 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transferts en capital	49 746 560 000,0	-500 000 000
		Transferts en capital	49 746 560 000,0	500 000 000
		Dépenses de fonctionnement	3 593 277 000,0	100 000 000
	Ministère des Sports	Investissements executés par l'état	9 874 000 000,0	49 000 000
		Transferts courants	9 900 266 000,0	-15 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Investissements executés par l'état	1 280 000 000,0	-2 130 000 000
		Dépenses de fonctionnement	7 675 537 000,0	500 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	33 387 000 000,0	-280 000 000
		Transferts courants	1 151 752 000,0	-175 000 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Investissements executés par l'état	2 946 168 000,0	-624 900 000
		Dépenses de fonctionnement	120 914 897 000,0	-1 035 252 048
	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	30 000 000 000,0	215 264 889